

SOMMAIRE

Page 1

La défection hydrolienne.
EPR : "on a l'habitude".

Page 2

L'écho des communes et des intercos.
Brèves.

Page 3

Le temps des candidatures.
Les contrats de territoire.

Page 4

L'organisation des services publics.
Les investissements.

EPR : "on a l'habitude".

Le nouveau report de la mise en service de l'EPR de Flamanville est l'autre mauvaise nouvelle énergétique de l'été. Elle aussi a été annoncée le 25 juillet.

- D'importants problèmes de soudure sont à l'origine du retard ; le chargement du combustible est désormais prévu fin 2019 ; le surcoût est de 400 M€ ; retard et surcoût, avec l'EPR, on a l'habitude.

Rappel : en janvier 2017, Alban Verbecke, le délégué régional d'EDF, annonçait dans la Chronique que l'EPR serait opérationnel "au premier semestre 2018" et qu'EDF investirait 100 M€ dans la ferme hydrolienne du Raz Blanchard. Aujourd'hui, on est loin du compte.

Commentaire : tout cela ne fait pas l'affaire d'Hervé Morin qui, fin 2017, à l'occasion d'une rencontre avec Jean-Bernard Lévy, le PDG d'EDF, avait confirmé la candidature de la Normandie à l'accueil d'un deuxième EPR à Penly. Il avait aussi indiqué sa volonté de bâtir un jeu "gagnant/gagnant" avec l'énergéticien. Si la région veut l'EPR de Penly, disait-on à l'époque, il n'y a pas de temps à perdre. Pour une mise en service en 2030, la décision politique doit être prise en 2018, s'ensuivront ensuite 4 années d'études et 8 ans de travaux.

La défection hydrolienne.

• La mauvaise nouvelle de l'été...

Édouard Philippe le dit souvent, il n'aime pas les sceptiques, ceux qui doutent de tout avant même d'avoir commencé, ceux qui préfèrent le confort de l'inaction au risque d'entreprendre. Le Premier Ministre a raison : le scepticisme est un poison pour les projets ; en revanche, l'envie d'y croire est la source première de tous les succès.

- Précisément, en Normandie, on avait envie de croire aux projets hydroliens du gouvernement présentés, avec l'éolien en mer, comme l'une des solutions aux défis énergétiques du pays. Il faut dire que la région avait tout à y gagner : avec le Raz Blanchard, ne possède-t-elle pas le meilleur site européen pour lancer la filière ? Oui, les Normands y ont cru...

- Très tôt, les grandes collectivités se sont mobilisées pour accompagner la politique du gouvernement. "Cherbourg va devenir le berceau de la filière hydrolienne, disaient leurs présidents, nous allons aider l'État à relever ce défi ; c'est bon pour la Normandie, c'est bon pour le pays."

- À cet égard, le 14 juin dernier fut une date symbolique ; l'inauguration à Cherbourg de la première usine mondiale d'assemblage d'hydroliennes marqua en effet le "top départ" de l'aventure ; ce jour-là Naval Group (via sa filiale Naval Energies) était le bras "industriel" de l'État ; sur la photo, tous les VIP souriaient : démarrage de la production à l'été, 10 turbines commandées, 7 pour le Raz Blanchard, 2 pour le Canada, 1 pour le Japon... répétons-le, c'était le 14 juin dernier...

Défection : le 25 juillet, moins d'un mois et demi après l'inauguration, à l'issue d'une AG extraordinaire, Naval Energies a annoncé sa décision de "mettre fin à ses investissements dans l'hydrolien". Explication : "le marché de l'hydrolien se ferme" et faute de perspectives commerciales, l'entreprise explique "ne pas pouvoir financer seule plus longtemps le développement des activités hydroliennes..." Le communiqué précise que ce retrait intervient "au terme d'une discussion approfondie avec l'État et l'ADEME", c'est une façon de dire que l'État a décidé de tuer dans l'œuf la filière hydrolienne qu'il défendait.

• "Marron comme Gros-Jean"

On s'en doute, dans les 5 départements, les réactions d'incompréhension ont été vives.

- Dans une déclaration commune, Hervé Morin, Marc Lefèvre, Jean-Louis Valentin, Benoît Arrivé (les "patrons" des collectivités engagées) ont dénoncé, à juste titre, "l'incapacité de l'État à porter dans la durée une politique industrielle."

- La critique est comparable chez de nombreux autres élus. Nicolas Mayer Rossignol, par exemple, juge "catastrophique" la décision du gouvernement et constate que l'État qui "devrait être un investisseur-stratège n'est qu'un gestionnaire à courte vue". De leur côté, les parlementaires communistes (Sébastien Jumel et Céline Brulin notamment) espèrent que l'État "qui dé-

Bruno Le Maire.

Le Ministre de l'Economie et des Finances sera au Havre, le 6 septembre, où il inaugurera le "Antoine de Saint Exupéry", le nouveau navire amiral du groupe CMA-CGM.

- D'une capacité de 20 600 EVP, c'est le plus grand porte-conteneur français.

Le Groupe CMA-CGM, dirigé par Rodolphe Saadé, est un leader mondial du transport maritime. Ses 494 navires desservent plus de 420 ports dans le monde. En 2017, ils ont transporté près de 19 millions de conteneurs EVP.

Delphine Gény-Stéphann.

La secrétaire d'État auprès du ministre de l'Economie et des Finances pense que Mov'Eo est bien placé pour répondre aux objectifs de positionnement européen fixés par le gouvernement aux pôles de compétitivité dans le cadre de son appel à candidatures dit "de la phase IV".

- Elle l'a dit fin juillet, à l'occasion d'un déplacement à Rouen.

- Delphine Gény-Stéphann résume les objectifs du gouvernement : "inciter les pôles à développer leur action au niveau européen, pour accroître le rayonnement international de nos écosystèmes d'innovation, en mobilisant davantage les financements européens.

Rappel : fortement soutenu par la Région, Mov'Eo illustre parfaitement cette dynamique puisque qu'il pilote déjà des projets européens majeurs autour des mobilités du futur et qu'il entretient des relations solides avec de grands clusters européens et internationaux.

Élisabeth Borne.

Dans la cadre de la mise en œuvre du plan d'investissement autoroutier, la ministre des Transports a confirmé "que les conditions sont aujourd'hui réunies" pour la réalisation de 3 opérations en Normandie, sur les réseaux SAPN.

- 13 M€ pour le complément ouest d'Heudebouville sur l'A.13.

- 15,4 M€ pour la protection de la ressource en eau sur l'A.13 et l'A.14.

- 2,4 M€ pour la réalisation de 250 places de parking de covoiturage sur l'A.13 et l'A.14.

À suivre...

tient plus de 60% de Naval Group" aura le courage de corriger cette "erreur historique". Les organisations syndicales ont aussi réagi : la CGT Normandie a dénoncé cet incompréhensible gâchis.

Mon commentaire : les Normands se sentent "marron comme Gros-Jean", la défection hydrolienne les amène à s'interroger sur la crédibilité des engagements de l'État, ils ont l'impression d'être les dindons d'une mauvaise farce énergétique : aujourd'hui, la crise de confiance est profonde.

• Le retour du scepticisme

Chez les élus "qui y avaient cru", la déroba de l'État est d'autant plus mal vécue que le silence du gouvernement est assourdissant depuis le 25 juillet. Seul Sébastien Lecornu s'est exprimé dans les colonnes de Paris-Normandie pour dire - en substance - qu'il n'est jamais trop tard pour éviter une erreur, que l'hydrolien n'est plus rentable et que le vrai pari technologique d'avenir "c'est l'éolien flottant". Pourquoi pas ?

- Édouard Philippe, lui, n'a toujours rien dit. C'est dommage.

- Que faut-il retenir de cette affaire ? Que les sceptiques ont de bonnes raisons de l'être et que beaucoup de ceux qui ne le sont pas encore risquent de le devenir. Comment ne pas se méfier d'un État qui remet en cause la stratégie énergétique qu'il avait lui-même définie et qui se révèle incapable de porter une politique industrielle dans la durée ?

- Dès lors, soyons sceptiques jusqu'au bout : où sont les parcs éoliens en mer ? Où est la LNPN ? Le contournement Est sera-t-il vraiment réalisé ? Quid de la nouvelle gouvernance des ports ? Oui, on peut douter de tout, Normands échaudés craignent l'eau froide...

Commentaire : pour Édouard Philippe (qui n'a toujours rien dit), les sceptiques sont, selon l'expression de Kant, des "nomades sans domicile fixe". Depuis le 25 juillet, un nombre croissant de Normands pensent que le doute à l'égard de l'État est une impérieuse nécessité pour ne pas être déçus.

Brèves de l'été...

L'écho des communes et des EPCI.

- Préfète de l'Orne, Chantal Castelnot vient de proposer la création d'une commune nouvelle aux élus de Carrouges et de 8 micro-communes contiguës. L'objectif est de créer un ensemble de 2 050 habitants, capable d'offrir un minimum de services publics aux intéressés. Les conseils municipaux doivent délibérer avant la mi-novembre.

Et pendant ce temps-là...

• Le chômage reste élevé...

Pas d'amélioration notable de la situation de l'emploi en Normandie, le chômage reste élevé : 167 500 demandeurs d'emploi de catégorie A, (depuis 2013, la région fait du surplace), 289 000 toutes catégories confondues (un chiffre en progression depuis 10 ans), c'est l'équivalent de la population du département de l'Orne.

À noter : le département de la Seine-Maritime reste le plus touché ; la situation du Calvados est meilleure.

• Remade lève 125 M€.

LGT European Capital, accompagné d'Idinvest Partners et Swen Capital Partners, viennent de réaliser un investissement en unitranche de 125 M€ auprès de RemadeGroup afin de financer sa croissance et de refinancer son endettement.

Créée en 2013 par Matthieu Millet, RemadeGroup s'est rapidement imposé comme le leader du reconditionnement de smartphones premium sur le marché européen. Avec deux sites de production à Avranches (50) et plus de 850 employés, le Groupe a réalisé 130 M€ de chiffre d'affaires en 2017.

Matthieu Millet va vite, très vite ; il voit grand, très grand.

L'accélérateur veut accélérer.

Sponsorisé par le fonds régional d'investissement Normandie Participation (Directeur : François Guisset), l'accélérateur FFW Normandie va ouvrir les candidatures de sa 5^e saison le 10 septembre prochain.

- Il s'agit de sélectionner les startups ou les PME à forte croissance qui pourront obtenir une dotation en capital pour aller plus loin et plus vite (jusqu'à 150 000 €) tout en bénéficiant d'un accompagnement intensif de la part des meilleurs experts, pendant 6 mois pour les startups et un an pour les PME.

- Au cours des 4 premières saisons, 30 entreprises ont été "accélérées", 50 experts les ont aidées, 10 M€ ont été levés.

Commentaire : il est important de promouvoir ce dispositif utile, mais encore trop méconnu des entreprises.

Le tourisme ensoleillé.

Cet été, le bon ensoleillement a favorisé l'activité touristique en Normandie. Le littoral a connu une bonne fréquentation et les professionnels, notamment des campings et des gîtes, sont satisfaits.

- Plusieurs événements ont été appréciés : "Un été au Havre 2018", le festival Beauregard, Jazz en Baie dans la Manche et des fêtes médiévales dans plusieurs villes normandes.

À noter : la fréquentation étrangère a été bonne en juillet : les Anglais, bien sûr, mais aussi les Belges et les Néerlandais. À noter : les Allemands semblent de plus en plus nombreux

Jérôme Laurent.

Vient d'être désigné par la CNDP comme garant de la concertation préalable organisée pour le projet régional de la forêt et du bois de Normandie.

- Il s'agit de la déclinaison régionale du programme national dont les objectifs sont l'augmentation des prélèvements de bois tout en assurant le renouvellement, la prise en compte des attentes des citoyens et des changements climatiques, la création de nouveaux débouchés. L'enjeu est important pour la filière bois.

À noter : Jérôme Laurent a travaillé à la DREAL Haute-Normandie, de 2005 à 2013.

- Président de la communauté de communes Coutances Mer et Bocage (50), Jacky Bidot fait face à de nombreuses difficultés. Au sud de son territoire, Hambye a décidé de rejoindre Villedieu Intercom. Au nord, d'autres communes pourraient rejoindre la CC. Ouest-Centre-Manche. La création de communes nouvelles explique ces migrations. Jacky Bidot doit aussi gérer une équation financière compliquée puisque les compétences de l'intercommunalité n'ont pas été compensées par des recettes suffisantes transférées par les communes. À suivre....

- Au même moment, Olivier Paz, le président de la CC. Normandie Cabourg Pays d'Auge (NCPA, 14), veut construire un centre aquatique à Cabourg, à l'horizon 2021. C'est un projet important dont les travaux pourraient commencer dans un an, leur coût est estimé à près de 22 M€. Naturellement, les riverains s'inquiètent (bruits, déficit important...), Olivier Paz va devoir les rassurer, pas facile, tous les grands projets génèrent de l'hostilité.

- De son côté, Dominique Baudry, la maire de Granville, veut rendre son centre-ville plus attractif. Pour ce faire, elle a lancé "2030 Granville", un état des lieux et une réflexion sur les pistes d'amélioration, avec l'aide d'un groupement de professionnels de l'urbanisme. Naturellement, la population sera associée à réflexion, des rencontres publiques sont d'ores et déjà prévues, ce travail préparatoire durera environ 2 ans. Le cabinet-conseil parisien Res Publica accompagnera la démarche. Granville est l'un des territoires les plus attractifs de la Normandie, notamment pour les "papy-boomers", la qualité de son centre-ville est un enjeu important pour son dynamisme.

Le temps des candidatures...

- Début août, en recevant à Granville la ministre des Sports, Laura Flessel, Dominique Baudry et Jean-Marie Sévin (GTM) ont défendu la candidature de leur territoire comme base arrière des Jeux olympiques de 2024. Le député LREM, Grégory Galbadon (qui était le suppléant de Stéphane Travers) va appuyer cette demande ; il faudra être patient ; le comité d'organisation des jeux ne s'exprimera pas avant... 2022.

- En attendant, Hervé Morin veut poser la candidature de la Normandie pour l'accueil des championnats d'Europe d'équitation de 2021. Il a de bons arguments : en 2014, les jeux équestres mondiaux ont démontré le savoir-faire "organisationnel" de la région ; avec des équipements de pointe, comme le Cirale. La filière équine est par ailleurs l'une des filières d'excellence de la Normandie.

Contrats de territoire

• 10,3 M€ pour Cingal-Suisse Normande

Le contrat de territoire de la communauté de communes Cingal-Suisse Normande (Le Hom - 14) vient d'être signé pour un montant de 10,3 M€. 9 projets sont financés comme, par exemple, l'aménagement et la reconversion du site des mines de fer à Saint Rémy sur Orne.

La participation de la Région Normandie s'élève à 2,4 M€.

• 24,6 M€ pour Lieuvain Pays d'Auge

La CC. de Lieuvain Pays d'Auge (LPA) est importante aux yeux d'Hervé Morin puisque c'est celle d'Epaignes, la ville dont il fut le maire de 1995 à 2016. Elle l'est toujours aujourd'hui puisqu'il en est aussi le président.

- La Région vient de signer le contrat de territoire de LPA. Mais comme Hervé Morin ne pouvait pas le signer avec lui-même, il a demandé à son 1er vice-président de le représenter ; la signature s'est effectuée en présence de Pascal Lehongre et du Sénateur Hervé Maurey qui ont salué l'événement.

- 24,6 M€ sont mobilisés pour soutenir 18 projets structurants, la Région en apporte 2,1 M€, le Département 2,4 M€ ; l'extension des zones d'activités de Thiberville et de Cormeilles et le bâtiment d'accueil d'activités économiques de Lieurey figurent parmi les priorités.

H. Morin renoue avec la culture.

À l'automne prochain, la Région Normandie va créer le comité régional du spectacle vivant, une création qui, avec la refonte des dispositifs d'accompagnement et le développement des "Culture-labs", traduit la volonté d'Hervé Morin de se réconcilier avec les acteurs de la culture.

- En février dernier, dans une lettre ouverte, ces derniers avaient en effet exprimé leurs inquiétudes en dénonçant les déséquilibres de la politique culturelle régionale (tout pour les métropoles, rien pour les autres), la désorganisation des services de la collectivité et l'absence de réelle concertation...
- À l'époque, Hervé Morin avait parlé de mauvais procès, il avait rappelé que son budget culture était en augmentation ; aujourd'hui, il veut reprendre la main.
- Cet été, au festival d'Avignon, il a signé la "Déclaration-Charte des acteurs et actrices culturels de Normandie", une déclaration relayée par David Bobée, directeur du CDN de Rouen et Caroline Lozé, directrice de l'ODIA Normandie.

Commentaire : cette déclaration a vocation à lever les freins qui empêchent d'accéder à l'offre culturelle.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros

SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

La réorganisation des services publics.

- Alors que de nombreux élus locaux dénoncent "une menace pour les services publics de proximité", Hervé Morin n'est pas contre l'attribution d'une prime aux préfets qui feront le plus d'économie en réorganisant les services territoriaux de l'État. "Si ça les motive, c'est très bien, a-t-il dit à nos confrères de France 3, car, au bout du compte, il faut s'interroger sur l'utilité d'une multitude de services dont on ne voit pas la valeur ajoutée..."
- À propos de valeur ajoutée, peu d'habitants perçoivent celle du Rollon, la monnaie normande lancée par la Région en juin dernier. Le test de Saint-Lô est en effet décevant. Hervé Morin voulait aller vite, il devra être patient, le Rollon sera long. La réussite de l'opération dépend principalement de la mobilisation des commerçants et de l'information des habitants. À noter : le Rollon devrait arriver rapidement à Rouen et Caen.
- Une confirmation : Denis Rolland est un éclairé. "Recteur de la région académique Normandie, recteur de l'académie de Caen, chargé d'administrer l'académie de Rouen" depuis le 22 novembre dernier, il teste la politique de fusion académique régionale que le gouvernement songe maintenant à généraliser en France. La Normandie est une région d'expérimentation.

Du côté des ports normands...

- Au premier semestre, le trafic maritime d'HAROPA est resté globalement stable à 45,8 Mt. C'est une petite déception, car on s'attendait à mieux après le retour de la croissance constatée pour toute l'année 2017 : + 6% à 92,64 Mt. Les "patrons" d'HAROPA insistent toutefois sur la progression des "trafics stratégiques" : +1% pour les conteneurs (plus d'un million d'EVP, un record) et reprise massive des trafics céréaliers après une précédente campagne catastrophique. À suivre...
- Il faut suivre aussi les effets du Brexit dont les ports normands pourraient être des victimes collatérales, puisque la Commission européenne (en prévision d'une sortie "dure") étudie la possibilité de relier l'Irlande à l'Europe, non pas par des ports français, comme Cherbourg, mais directement à Anvers, Zeebrugge et Rotterdam grâce à un corridor maritime transeuropéen dédié. Une réaction forte des autorités françaises et régionales est nécessaire pour éviter ce scénario "catastrophe" ; des élues, comme Sonia Krimi, l'ont bien compris.

Et pendant ce temps-là...

• 3 startups Mov'Eo lauréates "innovation" du PIA.

Trois startups du pôle Mov'Eo sont lauréates de la première vague du "Concours d'innovation", porté par l'ADEME, dans le cadre du PIA, le programme d'investissements d'avenir. Ce concours vise à soutenir des projets innovants portés par des PME et startups, et à favoriser l'émergence de champions français d'envergure mondiale. Les 3 lauréats sont :

- Airweb pour des tickets dématérialisés sur smartphone valides sur tous les réseaux de transport public.
- Tictactrip, un moteur d'itinéraires intermodal spécialisé terrestre en Europe.
- Vulog, une solution technologique pour la mobilité partagée et autonome dans les Smart Cities.

À eux 3, ils vont bénéficier de 1,7 M€ d'aides pour accélérer leur développement. Pour Marc Charlet, le directeur de Mov'Eo, ce succès est une reconnaissance de la qualité de l'expertise Mov'Eo.

• Carlo Erba tourné vers l'international

Pour accompagner son développement à l'international, Carlo Erba Reagents (produits chimiques élaborés pour la santé) envisage la création d'un nouvel entrepôt de distribution et d'un nouveau laboratoire à Val-de-Reuil (27).